



**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DES POPULATIONS**

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/1595
JM

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 07 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2003, relatif à l'exploitation par l'installation classée EARL DES HIRONDELLES, au lieu-dit Pen Ar Vern en LOGUIVY PLOUGRAS, d'un élevage de 30000 animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2004, relatif à l'exploitation par l'installation classée l'EARL DE KERFEUNTEUN (devenue la SCEA LE GALL-MORVAN) au lieu-dit Keramborgne en LOGUIVY PLOUGRAS, d'un élevage de 84000 animaux équivalents (ancienne nomenclature) ;
- VU la demande du 15 octobre 2010 au titre de l'installation classée **SCEA LE GALL-MORVAN**, sise à LOGUIVY PLOUGRAS au lieu-dit Keramborgne, en vue de la restructuration externe d'un **élevage avicole** autorisé pour 71400 animaux équivalents (84000 poules de chair export), pour, après projet, un effectif de 99820 animaux équivalents (en multiproduction volaille de chair), suite à la reprise totale de l'EARL DES HIRONDELLES autorisé pour 30000 AE (dindes de chair) en PLOUNERIN (site vidé), construction d'un nouveau poulailler de 1200 m², mise à jour du mode de gestion des déjections (plan

d'épandage et contrat d'export), ainsi que l'aménagement d'une annexe à l'élevage pour le compostage et le stockage, en LOGUIVY PLOUGRAS, au lieu-dit Keramborgne (Sections H n°80-81- 88 - 21) ;

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux, favorables, de LOGUIVY PLOUGRAS (25/03/2011), LANVELLEC (28/02/2011), PLOUGRAS (15/02/2011) et GUERLESQUIN (24/03/2011) ;

VU les avis recueillis pendant l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 mai 2011 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 27 mai 2011 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande concerne l'extension d'un atelier avicole existant conduit en volailles de chair. L'effectif supplémentaire sera logé dans un nouveau poulailler en projet qui a fait l'objet d'une demande de permis de construire ;

CONSIDERANT que l'extension résulte d'une part de la reprise d'un droit d'exploiter mis en valeur précédemment par l'EARL DES HIRONDELLES située à PLOUNERIN et d'autre part, de l'attribution de 2 249 unités d'azote ;

CONSIDERANT que le dossier présente également un nouveau mode de gestion des déjections comprenant de l'épandage et du transfert. Ce dernier impose au pétitionnaire l'aménagement d'un hangar en fumière de compostage sur béton, entouré de trois murs de 2 mètres de hauteur ;

CONSIDERANT qu'afin de respecter le paramètre phosphore, le pétitionnaire envisage de faire reprendre aux fins d'exportation 60% de ses effluents alors qu'actuellement la totalité est épandue ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du LEGUER ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUARET, dont le seuil d'obligation de traitement est de 20000 UN et le plafond d'épandage 120 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 19573 UN et 18141 UP205, gérées de la façon suivante : 5719 UN et 5301 UP205 seront mises à la disposition de 3 prêteurs ; 2034 UN et 1883 UP205 seront réparties sur 25.8 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 79 UN/ha et que 11820 UN et 10955 UP205 sont transférés (Société TERRIAL) ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 1er octobre 2010 avec la Société TERRIAL pour un tonnage concerné de 418 T de fumier entrant dans la station de compostage, aux fins d'exportation hors ZES et hors cantons inférieurs à 140 UN/Ha ;

CONSIDERANT que l'enquête publique n'a suscité aucune remarque. Les avis sont tous favorables (communes, commissaire enquêteur) ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 -

Le pétitionnaire est autorisé à installer et exploiter, au titre de l'installation classée **SCEA LE GALL MORVAN**, au lieu-dit Keramborgne (section H n°21, 80, 81 et 88) en LOGUIVY PLOUGRAS conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un **élevage avicole de 99 820 animaux équivalents** en présence simultanée répartis comme suit : 99 820 volailles de chair (dindes, pintades, poulets, coquelets), sous réserve que la rotation des productions sur le poulailler, permette de limiter la production d'azote à 19 573 kg par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié, ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après :

Il est donné acte à la SCEA LE GALL MORVAN de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 418 tonnes par an.

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement ;

2.2 - Prescriptions générales de sécurité :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - Rendre accessible chacun des bâtiments par une voie de 4 mètres au moins, utilisable en toute circonstance, et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes .

2.2.6- Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2.3.1 - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 4200 m².

2.3.2 – Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

3.1 - Dispositions générales

3.1.1 - Conformité de l'installation à la déclaration

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

3.1.2 - Modifications

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.1.3 - Dossier installation classée

L'éleveur doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- ✓ le dossier de déclaration,
- ✓ les plans tenus à jour,
- ✓ l'acte administratif réglementant l'activité,
- ✓ le cahier de suivi du compostage,
- ✓ les documents et analyses visés à l'article 3.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2 - Implantation - aménagement

3.2.1 - Règles d'implantation

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

- ✓ à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- ✓ à au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- ✓ à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages ;
- ✓ à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

3.2.2 - Intégration dans le paysage

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, engazonnement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

3.2.3 - Interdiction d'habitation au-dessus des installations

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

3.2.4 - Accessibilité - voie de circulation.

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

3.2.5 - Installation de compostage.

3.2.5.1 - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobique contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.2.5.2 - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.2.5.3 - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche d'une surface de 400 m² offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.2.5.4 - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.2.5.5 - Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.2.5.6 - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.2.5.7 - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.2.5.8 - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

3.2.5.9 - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

3.2.6 - Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.3 - Exploitation - entretien.

3.3.1 - Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.3.2 - Propreté.

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

3.3.3 - Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.3.3.1 - Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement)

- ✓ 1ère mesure à J + 2 jours
- ✓ 2ième mesure à J + 5 jours
- ✓ 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

3.3.3.2 - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- ✓ la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- ✓ l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- ✓ les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- ✓ les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- ✓ les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- ✓ les dates des retournements ultérieurs,
- ✓ la date de l'entrée en maturation,
- ✓ le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

3.3.3.3 - Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.3.3.4 - Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.3.3.5 - Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.3.3.6 - Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc...).

3.3.4 Utilisation du compost.

** Compost utilisé comme produit commercial destiné à être mis sur le marché*

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation

provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-4.

** Compost utilisé en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage*

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matières d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action " nitrates".

Le compost obtenu selon la méthodologie définie dans le dossier et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

Le suivi de l'épandage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

** Compost utilisé comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture vers une unité installation classée sous la rubrique 2170*

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité conformément à l'article 3.4.

3.4 - Gestion des flux - Traçabilité

Une convention est établie avec un prestataire de service qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 418 tonnes de compost par an soit 11 820 unités d'azote.

Cette convention devra préciser :

- ✓ les obligations de l'éleveur,
- ✓ les conditions de reprise,
- ✓ les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- ✓ les dates de départs,
- ✓ les références de lot,
- ✓ la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- ✓ les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- ✓ le nom du transporteur,
- ✓ les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la

désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative.

En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

3.5 - Prévention des risques incendie.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- ✓ d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à prévenir ;
- ✓ d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux dangers à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- ✓ d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- ✓ de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'épandage un tas en feu.

3.6 - Air - odeurs.

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- ✓ des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- ✓ pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

ARTICLE 4 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 5 – REMISE EN ÉTAT DU SITE REPRIS

L'arrêt des ateliers EARL DES HIRONDELLES pour 10 000 places de dindes de chair sur le site Pen Ar Ven à PLOUNERIN sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site Keramborgne en LOGUIVY PLOUGRAS.

Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- ✓ tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- ✓ les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 6 - RÉSORPTION

- ✓ par transfert : 11 820 unités d'azote.

ARTICLE 7 –

Le présent arrêté abroge et remplace les précédentes décisions préfectorales du 1^{er} avril 2004 et du 26 juin 2003.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Le présent acte, délivré sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Il cessera d'être valable si l'exploitation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou reste inexploitée pendant plus de deux années consécutives.

Il devra rester affiché en mairie de LOGUIVY PLOUGRAS pendant une durée minimum d'un mois. Une copie sera déposée aux archives de la mairie de LOGUIVY PLOUGRAS pour y être consultée par toute personne intéressée. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 8 –

Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à

compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

« — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, M. le Sous-Préfet de LANNION, le Maire de LOGUIVY PLOUGRAS, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, LANVELLEC, LOHUEC, PLOUGRAS, PLOUNERIN, PLOUNEVEZ MOEDEC, GUERLESQUIN (29).

SAINT-BRIEUC, le 24 juin 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Signé :
Philippe de Gestas-Lespérour